

le prolétaire

parti communiste international

SUPPLEMENT POUR
LA BELGIQUE &
LES PAYS-BAS

N° 12

TRIMESTRIEL
20 fb

EDITEUR RESP.:
J. ARNOLDY
258 rue de la
jardinière-Angleur

DECEMBRE 80

Dans ce numéro:

En Français:

**A bas l'économie nationale !
Anti-fascisme démocratique ou
Auto-défense ouvrière.**

Notes politiques:

Pologne - "L'anti-racisme" du PCB et du PTB.

Notes syndicales:

Grève des conducteurs du métro - Textile : riposte
aux licenciements - Les syndicats parlent clair.

Intervention du Parti.

En Néerlandais:

**Pays-Bas : Comment les organisations
syndicales acceptent
l'austérité capitaliste.**

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électorale.

A bas l'économie nationale !

Blocage des salaires, réduction draconienne des allocations chômage - plus spécialement pour les jeunes et les femmes -, hausse des cotisations pour la Sécurité Sociale, voilà pour l'essentiel le plan de "redressement" du gouvernement. Mais celui-ci forme un tout avec les restructurations de pans entiers de l'industrie : textile, sidérurgie...

La classe ouvrière est donc attaquée sur tous les fronts. Après la France, l'Angleterre, l'Allemagne, le Danemark, les mesures sociales et financières annoncées par le gouvernement mettent en place "le dernier chaînon de l'Europe de l'austérité" (Le Soir du 10.12.80). Ainsi, il est donné satisfaction aux organisations patronales qui, à travers MR Pulinckx, administrateur délégué de la FEB déclarait à la mi-octobre : "Pour lutter contre les difficultés qui les assaillent, nos entreprises ne sollicitent pas de privilège. Elles demandent simplement d'être placées dans des conditions semblables à celles de leurs concurrents étrangers" (Le Soir 16.10.80). Les moyens : les mêmes que Pulinckx suggérerait à l'époque : "le coût salarial en Belgique est le plus élevé du monde; la durée du travail y est plus courte que chez nos concurrents; la composition de notre index et le système qui y lie les rémunérations imposent à nos entreprises des charges plus lourdes qu'ailleurs surtout en période de forte inflation; notre Sécurité Sociale dispense des allocations et des revenus de remplacement dans des conditions qu'on ne retrouve pas dans les autres pays, alors qu'elle est confrontée avec un déficit considérable.." (ibid).

Bref, face à la crise et à la concurrence exacerbée, il n'y a qu'un remède pour les bourgeois de tous les pays: s'attaquer davantage aux conditions de vie et de travail de la classe ouvrière, bloquer les salaires, augmenter la productivité et donc le chômage, réduire les "garanties sociales" avec lesquelles on avait acheté la "tranquillité" des travailleurs dans les périodes précédentes. C'est ainsi que le "plan de redressement économique et social" mis en place par la bourgeoisie belge balaye les rêves d'un "éternel paradis doré" si chers aux bonzes syndicaux et aux partis de gauche, lançant une charge sans précédent, dégraissant en tous sens la machine productive, taillant à grands coups de sabre dans les fameux "acquis" historiques que les faux dirigeants ouvriers" présentaient comme la garantie de l'évolution harmonieuse du capitalisme et les leviers de sa transforma-

tion indolore en socialisme.

Ce fameux plan de "redressement" vise, par delà ses justifications hypocrite, à "rétablir la rentabilité des entreprises", c'est à dire le profit ! Pour cela, il n'y a pas trente six moyens, il faut baisser les coûts de production, s'attaquer aux salaires et à l'emploi.

Comme l'affirmait Marx, il y a déjà 140 ans, salaires et profits sont en rapport inverse : "La part du Capital, le profit, monte dans la mesure où la part du travail, le salaire baisse, et inversement. Le profit monte dans la mesure où le salaire baisse, il baisse dans la mesure où le salaire monte". (Travail salarié et Capital). Tout le monde aujourd'hui sait cela, même les bourgeois. Écoutons Martens expliquer les moyens de mettre en pratique le plan: "Il faudra éviter de rétablir la rentabilité des entreprises au détriment des finances publiques. En d'autres termes : le gouvernement fera le maximum que lui autorise son budget, mais au départ ce sont les ménages qui contribueront au rétablissement, par la modération des revenus" (Le Soir 19.11.80). Oui, tout le monde le sait, sauf peut être les directions syndicales qui s'opposent - du moins en paroles - à la réduction des salaires parce que "les résultats de cette modération salariale ne paraissent pas du tout évidents pour régler les problèmes d'emploi et la relance économique" (Déclaration du Congrès de la FGTB).

Au contraire, avancent les deux syndicats, "il faut s'engager dans une relance judicieusement orientée : renforcement de la solidarité, priorité à l'emploi par le soutien de la croissance, transformation des structures productives, démocratisation de l'économie, garantie du pouvoir d'achat, création de fonds d'investissement industriel" (Le Soir du 1.11.80). Les dirigeants syndicaux font semblant de croire que la relance économique signifie la sauvegarde de l'emploi; ils s'accommoderaient d'une austérité momentanée si elle permettait une "relance". Mais le problème est que justement celle-ci n'est possible qu'en réduisant les salaires et en diminuant les emplois, tout à la fois !

La sauvegarde du profit n'est possible que sur le dos de la classe ouvrière. La bourgeoisie belge n'a d'ailleurs pas attendu la crise pour augmenter la productivité et s'attaquer aux conditions de vie et de travail de la classe ouvrière.

Comme on le voit, les syndicats se plaçant donc du même point de vue que le gouvernement et les patrons : il s'agit de SAUVER L'ECONOMIE NATIONALE. Alors pourquoi ont-ils refusé d'entériner le plan Martens à la CNT? Debunne a affirmé, après les négociations : (LA FGTB) "a refusé de signer un chèque en

blanc au patronat et au gouvernement. Par ce que, en acceptant de signer un accord inter-professionnel qui bloque les salaires et interdit toute nouvelle réduction du temps de travail, les syndicats se placeraient eux-mêmes la muselière pendant 2 ans. Puisqu'ils renonceraient au fondement même de leur crédibilité : négocier les avantages salariaux, les mesures en faveur de l'emploi et donc la réduction du temps de travail" (Le Soir 4.12.80). Contrôle syndical oblige !

Les organisations syndicales prétendent n'accepter ni les sacrifices, ni l'austérité. Tous prétendent refuser le plan cynique du gouvernement qui doit d'un côté restaurer le profit en comprimant le salaire ouvrier et, de l'autre côté, augmenter le profit disponible pour la classe capitaliste en accélérant la ruine de la petite bourgeoisie et en exerçant sur les classes moyennes et l'aristocratie ouvrière une pression économique de manière à réduire les avantages qui les placent au-dessus du prolétariat. Ils parlent haut mais pour opposer quelle politique ?

Comme dans tous les pays, à des détails près, ils prétendent qu'il faut "sauver l'économie nationale" du désastre qui la menace en orientant autrement les investissements grâce à un contrôle de l'Etat sur la fraude fiscale et à des impôts.. sur les grosses fortunes, et par les nationalisations. Les investissements s'appuieraient alors sur un marché intérieur stimulé par une "relance de la consommation intérieure". Comme si la nationalisation pouvait toucher à autre chose que la forme du profit et à l'accumulation capitaliste ! Comme si l'Etat pouvait contrôler la fraude fiscale sans s'attaquer aux causes de la course aux profits des entreprises ! Comme si le responsable des malheurs du prolétariat était la dépendance de "son" pays vis à vis de l'"étranger" et non le capitalisme lui-même. Et comme si l'opportunisme qui pousse aujourd'hui les hauts cris n'avait pas déjà été conduit lui-même à demander, quand il fallait "reconstruire le pays", le sacrifice de la "consommation populaire", et comme s'il ne devait pas nécessairement le refaire demain !

Quelle est donc la différence entre le "new deal" du gouvernement et la "rénovation du pays" de l'opportunisme syndical, puisque l'un et l'autre s'inspirent des mêmes principes sacro-saints de l'intérêt de l'économie nationale et de l'Etat au-dessus des classes ? Quelles est la différence sinon que le second ajoute à la phraséologie de conciliation des intérêts de classe du premier de belles phrases sur le socialisme - un socialisme de plus en plus fade ? Cette différence remplit une fonction essentielle car elle fait croire à la classe ouvrière que l'action future d'un autre gouvernement qui au nom d'avantages illusoire lui demandera les mêmes sacrifices. C'est pourquoi Debunne et Houthuys ne disent pas : "nous refusons l'austérité" mais "dans les conditions actuelles, elle est inacceptable".

Mais n'est ce pas l'accepter en outre déjà aujourd'hui que de refuser à la classe ouvrière les moyens d'une lutte de résistance efficace puisqu'on ne veut pas gêner l'économie nationale - qu'on accuse les capitalistes de saboter pour mieux faire croire aux prolétaires que leur sort dépend de celle-ci ? N'est ce pas déjà accepter cette austérité que de refuser aux prolétaires la lutte ouverte contre la bourgeoisie "pour ne pas provoquer la réaction" - ce qui revient à refuser tout moyen qui trouble la paix sociale et ne respecte pas le principe du monopole de la violence dans les mains de l'Etat des exploités. Et même si on refuse la signature au gouvernement ne donne-t-on pas quand même un "consensus implicite" à la bourgeoisie ?

Ainsi les mesures économiques seront imposées par le gouvernement, à moins que la classe ouvrière ne réagisse par elle-même; et l'objectif politique que s'était fixé la bourgeoisie, à savoir obliger les syndicats à se prononcer clairement pour des sacrifices en vue de sauver l'économie du pays, est, lui, pleinement atteint puisque c'est bien sur ce terrain que ce sont placées les directions syndicales.

La classe ouvrière doit donc se défendre pied à pied contre l'offensive bourgeoise. Elle doit contrer les coups de la bourgeoisie et lutter contre les licenciements, non en défendant l'entreprise, mais en combattant le wouple barbare de l'exploitation renforcée pour les uns et du chômage pour les autres; bref en luttant contre l'exploitation qui est collective et de classe.

Elle doit lutter contre la catastrophe du chômage, non en défendant des plans d'investissement, ou la région ou le patron, et l'illusoire "travail pour tous", ou pire encore, le travail des uns aux dépens des autres, au détriment des catégories plus exposées, mais en luttant pour le plein salaire aux chômeurs, c'est à dire pour défendre le salaire collectif de la classe.

La classe ouvrière doit apprendre de la bourgeoisie. A l'exemple de l'ennemi de classe qui se lance dans l'arène en jetant par dessus bord toutes ses armures, et en ne conservant que l'arme de l'Etat, l'arme de sa force et de sa violence organisée, la classe ouvrière doit aussi trouver dans la riposte à l'offensive bourgeoise, la capacité de rassembler ses forces et ses intérêts communs : elle doit refaire l'apprentissage de sa FORCE DE CLASSE, et réapprendre l'usage de ses armes spécifiques de classe. D'ailleurs des noyaux d'ouvriers combattifs n'ont pas attendu la soi-disante "riposte" syndicale pour se lancer résolument dans la lutte. Face aux "assemblées de sensibilisation" proposées par la CSC ou à la "semaine d'actions" de la FGTB, ils ont ripostés, soit en se plaçant sur le terrain de la lutte ouverte, comme dans la grève "sauvage" de deux jours des 3000 ouvriers de la FN à Herstal, soit comme dans les ACEC à Charleroi, où les travailleurs en réclamant des augmentations de salaire, ont exercé de tel

Anti-fascisme démocratique ou Auto-défense ouvrière.

Il a suffi que quelques centaines de fascistes du VMO défilent pompeusement à Anvers, en donnant une touche "illégal" à la campagne bourgeoise "légale" contre les immigrés, pour que tout l'éventail de l'anti-fascisme démocratique, de la droite "constitutionnelle" à l'"extrême-gauche" non moins constitutionnelle, se mette en mouvement.

Le meeting organisé quelques jours plus tard à l'ULB pour "condamner le fascisme résurgent", donne une démonstration excellente des intentions et des buts que poursuivent l'ensemble des partis et organisations qui composent la faune "anti-fasciste" en Belgique. Tous, ensemble, de puis le CEPIC - Van den Boeynants - jusqu'au CVP - Tindemans -, en passant par l'UDRT, pour dénoncer le renouveau nazi! Quelle stupeur chez les militants ouvriers de voir toute cette racaille de démocrates bourgeois prononçant des phrases redondantes sur la "tradition d'accueil de notre pays envers les réfugiés et tous les immigrés" ! (Michot, recteur de l'ULB) Stupeur à la mesure de l'hypocrisie de ces laquais de l'ordre établi, tel le socialiste Ph. Moureaux, alors ministre de l'intérieur, qui "mit en garde contre le piège de la provocation, qui a pour but de créer un Etat policier" (sic!).

Rien de surprenant cependant, dans le fait que toutes ces forces ont convergé précipitamment dans la condamnation de celui qui reste le seul ennemi à combattre - selon les opportunistes de tous bords - malgré que dans la dernière guerre des millions de prolétaires soient morts pour le "terrasser définitivement" (!); rien de surprenant puisque l'objectif de cette condamnation a été bien moins la dénonciation des causes et des buts de ce "fascisme résurgent" que les appels fervents à la nécessité de renforcer davantage l'Etat bourgeois et démocratique, d'un côté, et d'empêcher, de l'autre, que la riposte à ces manifestations fascistes se place sur le terrain de la force. Car si ces bourgeois ont dit quelque chose à l'ULB, c'est bien cela: depuis le FRL qui mettait en garde "contre toutes les formes de représailles qui sortiraient de la voie légale", jusqu'au FDF qui souhaite que "les anti-racistes n'emploient pas les mêmes méthodes que les racistes eux-mêmes. Pour cela, ils ont eu l'appui complaisant des opportunistes, comme les socialistes flamands, pour qui "ce terrorisme aveugle s'attaque aux bases de notre démocratie", mais qui, bien entendu, invitent à se méfier d'une stratégie de l'escalade, "la réponse se trouve dans une réaction rapide par des moyens démocratiques, avec l'appui du peuple entier. Soyons conscients que notre Etat est aussi visé par les auteurs de ces attentats racistes", et le PCB qui

affirmait "qu'en fin de compte, c'est l'avenir de la démocratie et de son développement qui est en jeu ... Les autorités judiciaires doivent appliquer une loi qui les arment suffisamment. Rien ne serait plus dangereux que de répondre aux attentats par des actes de violence", pour conclure que "la démocratie a besoin d'actes concrets".

Notre position, à nous communistes, sur toutes ces bêtises que profèrent les démocrates et sociaux-démocrates qui se préparent à recommencer la vieille farce du bloc anti-fasciste, est extrêmement simple:

"Il n'est pas du tout vrai que le fascisme existe parce qu'il n'y a pas de gouvernement capable de le réprimer. C'est un mensonge de faire croire que la formation d'un gouvernement de cette nature et en général le développement des rapports entre l'action de l'Etat et celle du fascisme puisse dépendre de la marche des choses au Parlement. (...) L'Etat bourgeois dont la puissance effective ne réside pas dans le Parlement, mais dans la bureaucratie, la police, l'armée, la magistrature, n'est aucunement mortifié d'être supplanté par l'action sauvage des bandes fascistes. On ne peut pas être contre quelque chose qu'on a préparé et qu'on défend. Quel que soit le groupe de pitres installé au pouvoir, la bureaucratie, la police, l'armée et la magistrature sont donc pour le fascisme qui est leur allié naturel. Pour éliminer le fascisme, il n'y a pas besoin d'un gouvernement plus fort que l'actuel: il suffirait que l'appareil d'Etat cesse de le soutenir. Or l'appareil d'Etat préfère employer contre le prolétariat la force du fascisme, qu'il soutient indirectement, plutôt que sa propre force..." ("Du Gouvernement" - Communisme et Fascisme p° 61 *)

Quant à aujourd'hui, le fascisme est-il vraiment un danger? En tout cas, il ne menace nullement la démocratie, les démocrates eux-mêmes l'affirment. C'est ainsi que lors de la manifestation fasciste d'Anvers du 7.10 (légalement autorisée d'ailleurs par la bourgmestre "socialiste" de la ville), à propos des déclarations du chef de VMO proclamant que "le sang pourrait couler", le cabinet du bourgmestre a répondu: "ce n'est là que des déclarations de bistrot ..." (Le Soir 7.10.80). Et pour cause! Pourquoi faudrait-il substituer le fascisme à la démocratie libérale et pluraliste si cette dernière s'acquiesce encore à merveille du travail qui consiste à endormir les prolétaires contre quelques droits formels si elle parvient à atomiser leurs forces, à stériliser leurs élan de révolte et à faire coexister une

classe désarmée physiquement et politiquement avec la classe qui vit sur son dos, armée jusqu'aux dents, elle, pour défendre ses privilèges.

Si les attentats et manifestations d'extrême-droite sont dangereux, c'est surtout parce qu'ils risquent de "susciter des réactions de violence", de "faire couler le sang" comme s'est empressé de le proclamer à haute voix la presse bourgeoise au lendemain de la manifestation d'Anvers, tel le Soir qui dans son édition du 8.10.80 se questionnait angoissé vis à vis du propos du chef du VMO : "Et si demain, la prophétie d'Erikson se réalisant, le sang coule en Belgique?". Ni l'extrême-droite, ni les milices privées ne gênent le capitalisme. Au contraire, elles sont à son service et complètent le rôle de la police pour intimider les prolétaires particulièrement ceux qui échappent au contrôle réformiste et démocratique.

Le terrorisme qui vise à intimider toute la classe et avant tout sa fraction immigrée, s'alimente aujourd'hui en plus du racisme "ordinaire", de l'hystérie chauvine attisée par la propagande bourgeoise et opportuniste qui cherche chez les immigrés les boucs émissaires de la crise capitaliste. Ce que ces agressions cherchent à briser, c'est en fait la capacité de lutte des travailleurs immigrés, leur capacité actuelle et surtout potentielle à s'unir, à s'organiser et à tisser des liens avec les travailleurs belges.

Quand la crise oblige les capitalistes à imposer l'austérité, et quand en conséquence, les luttes ouvrières pointent à l'horizon, les voiles de la démocratie se déchirent, mettant à nu la dictature ignoble du capital, la collusion de la démocratie et des bandes fascistes, de l'état bourgeois et de ses agents, les partis prétendument ouvriers. Tandis que les principales organisations d'extrême-gauche (LRT, PTB) continuent avec un aveuglement têtu à affirmer la nécessité de combattre le fascisme en défendant ... la démocratie, et à combattre l'Etat bourgeois en s'alliant avec ses serviteurs réformistes, nous voyons dans ces événements une leçon de classe aussi vieille que la dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat.

Il n'y a sous le capitalisme aucun intérêt commun, aucune coexistence pacifique possible entre deux classes qui sont irréductiblement ennemies. La guerre entre les classes aujourd'hui larvée, devra un jour inéluctablement, reparaitre en pleine lumière. La bourgeoisie le sait et s'y prépare activement, en frappant les premières tentatives de défense classiste qui cherchent à échapper à l'emprise de l'opportunisme, en utilisant celui-ci pour prévenir une extension de ces mouvements embryonnaires, en renforçant et en entraînant son appareil légal et paralégal de répression. Les travailleurs immigrés sont les premiers visés, tous les autres le seront demain.

La démocratie est bien, comme nous l'affirmons au sortir de la guerre, l'héritière du fascisme vaincu. Et c'est encore la démocratie qui représente aujourd'hui le DANGER PRINCIPAL pour la classe ouvrière,

en paralysant ses tentatives d'action indépendante.

Nous savons que la position des communistes qui refusent de mêler la voix de la révolte et de la haine de classe aux larmes de crocodile des démocrates est présentée comme "sectaire" et "criminelle". Laissons les roquets du "socialisme" non sectaire hurler avec les loups de la démocratie. La classe ouvrière a son but et ses méthodes à elle. Elle seule peut venir à bout du racisme et de la violence de "droite", parce qu'elle seule combat résolument l'ordre capitaliste et tous ses larbins.

Cette position théorique ne signifie nullement une abstention pratique. Elle n'est pas une dérobade de type anarchisant. Elle suppose au contraire que sur le terrain de l'action immédiate, la lutte de défense contre les crimes racistes et contre la violence légale et paralégale de la bourgeoisie soit menée avec détermination et énergie. C'est sur ce terrain réel que les communistes révolutionnaires travaillent à l'unité de classe. Elle se fera dans le vif de la lutte sur le terrain de classe, en combattant toutes les forces bourgeoises, les faux amis réformistes et pacifistes, les faux révolutionnaires qui prétendent soumettre la lutte d'auto-défense prolétarienne à l'autorisation des faux partis ouvriers, ces piliers de l'Etat capitaliste.

* Recueil de textes du Parti Communiste d'Italie de 1921 à 24, publié aux Editions "Programme Communiste" - 1970.

→ ↑

Het is op dit terrein: van de klassenstrijd en met haar eigen methoden, dat de arbeidersklasse moet vechten tegen het reformisme en tegen de veelvoudige varianten van het opportunisme (van de SP tot en met de valse extreem-linksen), een echt Proletarisch Klassefront realiserend. Zij moet, door haar krachten te concentreren rond de Klassepartij, zich werpen op de strijd, terwijl zij zich versterkt in de overtuiging dat het gaat om een sociale oorlog, die slechts kan eindigen met de internationale revolutionaire overwinning op het kapitalisme en al zijn fortunen der Staten.

ONZE PUBLIKATIES
WORDEN VERKOCHT DOOR DE
VOLGENDE BOEKHANDEL :

- | | |
|---|--|
| - ATHENEUM NIEUWSCENTRUM
Spuistraat 105
AMSTERDAM | - DE TRIBUNE
Brusselaarstraat 74
MAASTRICHT |
| - VAN GENNEP BV.
Nes 128
AMSTERDAM | - De Rooie Rat
Oude Gracht 65
UTRECHT |
| - DE VRIJE BOEKHANDEL
Veemarktstraat 40
BREDA | - Databank
Economische
Hogeschool
TILBURG |
| - VAN GENNEP ROTTERDAM
Binnenweg 131
ROTTERDAM | |
| - WERELDWINKEL DE VITSBUIT
Churchill Weg 1
WAGeningen | |

Notes politiques :

QUE VIVE LA LUTTE DES OUVRIERSPOLONAIS

On a pas fini de parler de la Pologne et c'est bien se qui préoccupe les stalinien, même eurocommunistes du PCB ! Eux, ils auraient bien voulu que les accords de Gdansk servent de point final à l'"été polonais". Et puis de rebondissement en rebondissement, les faits s'accrochent de plus en plus mal avec les légendes du PCB. En effet, si jusqu'à maintenant la force n'a pas été employée contre les travailleurs polonais, les menaces se font de plus en plus précises : troupes du COMECON en état d'alerte aux frontières polonaises, arrestations ponctuelles en Pologne même, "dramatisation" de la part des nouveaux dirigeants polonais parallèlement à des difficultés économiques s'aggravant et au rétablissement du rationnement de la viande. Comme on le voit le limogeage de quelques bureaucrates (d'ailleurs bien vite remplacés par d'autres) et la reconnaissance d'un certain nombre d'"erreurs" de l'ancien gouvernement ne réglent en rien les problèmes réels des masses. Heureusement qu'il y a l'Eglise et walesa pour dire que la grève doit être l'"ultime recours" et pour maintenir la lutte des travailleurs dans les limites raisonnables d'une "démocratisation" de l'Etat.

Mais à plus long terme, il ne fait aucun doute que la classe ouvrière ne pourra se contenter de "phrases démocratiques" qui ne remplissent pas les estomacs. Le tout jeune mouvement "Solidarité" se divise déjà sur l'attitude à adopter vis à vis des menaces du gouvernement polonais. Qui pourrait croire vraiment qu'"une évolution démocratique de la société polonaise, réalisée de manière autonome, peut seule venir à bout des difficultés qu'affronte cette société" (Drapeau Rouge du 12.11.80) ? En tout cas pas les travailleurs qui tirent les leçons des massacres de 56, 70, 76 et qui savent bien que même l'équipe de Kania a du sang sur les mains !

Pour notre part, nous souhaitons que la masse des travailleurs polonais ne se laissera pas bercer d'illusions démocratiques et que se réalisera, au travers de luttes toujours plus dures qui s'annoncent, la solidarité internationale de classe contre tous les tenants du capitalisme, qu'ils soient ouvertement bourgeois ou faussement "socialistes" ou "communistes". C'est en tout cas dans ce sens que travaille notre Parti.

L'"ANTI-RACISME" DU PCB :Choisir entre les bons et les mauvais immigrés !

Dans un récent numéro de l'"Offensive", la position du PCB sur l'immigration est exprimée clairement. Le PCB prétend répondre à l'idée que "les immigrés volent le travail des belges" et qu'il faut "les renvoyer chez eux". Cette mesure serait "humainement inacceptable ... mais aussi économiquement injustifiée". Le renvoi des immigrés serait le résultat d'un raisonnement à courte vue. Il est d'autre part, normal que les organisations ouvrières s'opposent à la manipulation du marché du travail et exigent un contrôle plus sévère et l'arrêt de l'immigration. Et la question qu'elles posent c'est : pourquoi en 1977, quand la sidérurgie d'Athus met des centaines de travailleurs au chômage, l'ONEM autorise l'arrivée de nouveaux étrangers pour travailler sur les chantiers ou dans les forêts de la province du Luxembourg ?

C'est donc clair, le PCB est contre le renvoi des étrangers faisant des travaux dont les belges ne veulent pas (mines, entreprises de nettoyage, secteur "horeca", transports urbains ..), et dont le départ entraînerait "une hausse des coûts de production et d'exploitation" - on ne saurait mieux justifier les discriminations dans le salaire-. Le PCB est par contre opposé à la venue de nouveaux travailleurs immigrés en période de crise et il reste totalement muet en ce qui concerne les immigrés chômeurs, ceux là même qui sont expulsés de plus en plus massivement. Bref, ce parti se place exclusivement du point de vue de l'économie nationale, donc du capitalisme et de ce qu'il prétend être l'intérêt des travailleurs belges ou immigrés "stabilisés" en Belgique. C'est ce qu'il appelle une "politique anti-raciste" ! Ainsi il établit une subtile distinction entre les immigrés "tolérables" en temps de prospérité et "intolérables" en temps de crise.

Ceci appelle plusieurs remarques :

- 1 - Même en temps de prospérité le capitalisme entretient un volant de chômage et donc là aussi les immigrés seraient des "voleurs d'emploi".
- 2 - C'est particulièrement en période de crise que les flux migratoires deviennent plus massifs, dans la mesure même où la misère se fait encore plus crûment sentir dans les pays "exportateurs de main d'oeuvre". Cette misère, c'est le capitalisme et l'impérialisme qui en sont pleinement responsables.

3 - L'"humanisme" du PC s'arrête là où commence la clandestinité pour les travailleurs immigrés, ceux là mêmes qui "disparaissent" dans les commissariats ou au fond du canal, dont l'exploitation est elle-aussi clandestine, et le PCB veut lui aussi qu'ils disparaissent !!!

4 - Demander à l'Etat bourgeois, qu'il empêche les capitalistes de retirer d'énormes profits de l'exploitation des immigrés, cela relève du crétinisme petit-bourgeois, ou plutôt (car nous ne prenons pas les journalistes du PCB pour des cons) d'un appel à la délation et à la répression contre les immigrés clandestins !

De tout cela, ce que nous devons retenir, c'est que le PCB montre parfaitement qu'il a choisi son camp : il ne lutte pas contre les divisions, notamment raciales, qu'entretient le Capital dans les rangs de la classe ouvrière, il les **APPUÏE MALGRE TOUS SES DISCOURS PATERNALISTES !**

X X X
X X

LES PLEURNICHÉRIES DU PTB

La nature de la riposte à l'offensive de la bourgeoisie belge contre les immigrés est une question test.

Le PTB (TPO) a récemment exposé dans une réunion publique les raisons pour lesquelles, il veut bien ... verser quelques larmes sur le sort des immigrés, et s'en arrêter là !

Il est faux dit le PTB, chiffres à l'appui, que les immigrés profitent de la Sécurité Sociale, abusent du chômage, faux que la délinquance soit plus importante chez eux que chez les belges .. Et puis c'est tout ! Après cela, il peut toujours se plaindre du racisme en général et se raccrocher à toutes les forces "démocratiques" et "progressistes" qui prétendent défendre les immigrés (légaux, bien sûr!) tout en réclamant le contrôle de l'immigration.

Nous avons montré dans notre intervention, que la discrimination et la répression qui frappent les travailleurs immigrés vise à diviser les rangs de la classe ouvrière pour affaiblir sa riposte contre l'attaque que la bourgeoisie mène contre toute la classe. La défense des immigrés ne peut donc se faire que contre toutes les forces bourgeoises et contre tous ses larbins "démocrates" et "progressistes".

La lutte contre le racisme n'est pas une lutte humaniste et morale. ELLE EST UN BESOIN VITAL POUR LA CLASSE OUVRIÈRE INTERNATIONALE. Il en découle la nécessité de lutter contre toutes les discriminations CONTRE LE CONTROLE DE L'IMMIGRATION.

Permanences du Parti : à BRUXELLES

Tous les 2^e lundis de chaque mois de 19 h 30 à 21 h 30.

Café de la Régence

12, place Fernand Cocq - 1050.

Notes syndicales:

LA GREVE DES CONDUCTEURS DU METRO.

La grève des conducteurs du Métro, du dépôt Delta, a montré une nouvelle fois que les travailleurs sont obligés pour défendre leurs conditions de vie et de travail de lutter non seulement sans l'aide mais contre les directions syndicales.

Le 25 Novembre, après un préavis de huit jours, une grève "sauvage" décidée à l'unanimité, éclate chez les conducteurs du Métro, suite au refus de la direction de la Stib de discuter des revendications. Celles-ci concernent les conditions de travail et sont exprimées en 12 points. Les plus importants sont :

- un statut spécial pour les conducteurs du Métro.
- une durée moyenne des services journaliers ne pouvant dépasser 8 heures. La prise et remise du matériel doivent être compris dans la durée du service.
- le repos entre deux services doit être au minimum 10 heures
- examens médicaux.

Plus tard s'ajoutera un treizième point : nomination pour les étrangers.

Les syndicats refusent de soutenir la grève, la dénonçant comme corporative. Quelle hypocrisie, quand on sait que les syndicats ne font rien pour favoriser les contacts entre travailleurs, au contraire, et surtout ne font rien pour la défense des revendications ouvrières (partielles ou générales).

D'ailleurs, les travailleurs vont eux-mêmes prendre contact avec d'autres catégories (bus et trams).

Face à la combativité des travailleurs qui ont élu un comité de grève, entendant bien défendre leurs revendications, la CGSP, presque deux jours plus tard finit par reconnaître la grève. Non pour la renforcer et l'étendre : la grève est suspendue et les syndicats négocieront à côté du comité de grève avec la direction, jusqu'au 9 Décembre. Un "temps mort" qui ne peut qu'affaiblir la combativité et supprimer la seule arme qui peut faire céder les patrons - la grève -.

Pourtant la lutte des travailleurs du métro aura provoqué quelques remous chez les conducteurs de trams et des bus, puisque la CSC (majoritaire dans ce secteur) se sent obligée de déclencher une grève d'un jour, pendant la suspension de la grève du métro, et qui n'a qu'un seul résultat, celui de désamorcer le mécontentement des travailleurs qui connaissent les mêmes conditions de travail que ceux du Métro.

Le 9 Décembre, les négociations ont abouti à un accord que les syndicats présentent comme satisfaisant, alors qu'aucune revendication importante n'a été obtenue.. Les directions syndicales n'auront pas eu

—> plo

Notes syndicales :

TEXTILE:

POUR UNE RIPOSTE DE CLASSE AUXLICENCIEMENTS !

La Centrale des Ouvriers du textile de Belgique, affiliée à la FGTB, ainsi que la CSC textile ont accepté de signer le "plan de sauvetage de l'industrie textile belge", le "plan Claes"! C'est à dire qu'elles ont accepté de signer un plan prévoyant des milliers de licenciements dans cette branche. En effet, il prévoit de gros subsides d'Etat aux entreprises défaillantes moyennant quoi le patronat fait son boulot de restructurations, dégraissage .. En un mot fait que ce coup de fouet financier serve de base à un nouvel essort productif des entreprises (de nouvelles machines, donc une production plus rentable, une baisse des coûts de production essentiellement salariaux..).

Et les centrales syndicales, ne réclament-elles pas elles aussi une industrie plus compétitive . Dans ce sens pas étonnant qu'elles aient accepté ce plan.

C'est strictement celui-ci qui est mis en exécution à Motte Mouscron : 550 millions pour sauver l'entreprise mais en contre-partie d'une restructuration entraînant une "menace" sur 2000 emplois.

Devant une telle attaque frontale, les bonzes syndicaux ont dû laisser tomber leur accord de principe : les ouvriers pourraient se mettre en mouvement, les pompiers sociaux ne peuvent rester les bras croisés de peur que le feu ravage beaucoup de profits sur son passage et embrase tous les secteurs d'une région qui voit déjà 14,4% de sa population active au chômage. Au boulot, la machine syndicale, polie, bureaucratique, pleurnicharde, elle s'est mise en route. Elle a d'abord promené les travailleurs menacés de chômage jusqu'à Bruxelles - devant les ministères bourgeois - mais que ceux de l'équipe au repos; les autres attelés à la tâche, ne pouvaient la quitter - car toujours pour ces bonzes, il s'agit de "montrer au client que la production marche toujours, qu'ils seront livrés et que les produits sont les meilleurs et les plus concurrentiels" (sic!)-. Tant pis pour les travailleurs du textile en Flandres ou ailleurs et mille fois plus encore tant pis pour ceux d'Inde ou de Tunisie, qu'ils se démerdent !!.

Aujourd'hui, les résultats de ces actions sont bien maigres pour les ouvriers :

- Motte Mouscron : 88 licenciements,
- Peignage et teinturerie : 68 licenciements
- Le Moulinage fermera ... dans un an,
- Fabelta Tubize en faillite ... jettera la totalité de son personnel sur le pavé !

Non, ce n'est pas en suivant les "méthodes de lutte" pronées par les directions syndicales que les travailleurs pourront un jour se défendre contre les attaques du Capital. Les bonzes syndicaux n'ont qu'un seul souci en tête : la défense de l'entreprise, en d'autres termes : la défense du profit patronal et ceci est inconciliable avec la défense des intérêts ouvriers. C'est pourquoi, ils transforment la lutte contre les licenciements en une lutte pour la défense du produit fabriqué, la défense de l'outil de production (l'"usine est rentable"). Alors que cette lutte ne doit avoir qu'un seul objectif : la défense des intérêts de classe.

Dès aujourd'hui, contre les licenciements, contre les effets des restructurations patronales pour les travailleurs qui gardent leur emploi, il faut RIPOSTER.

Seule la force des ouvriers, tous unis entre eux - syndiqués ou non, wallons, flamands ou immigrés, hommes ou femmes, jeunes ou vieux, chômeurs ou actifs ..- peut faire infléchir les décisions du patronat et de l'Etat.

Cette force qui peut faire reculer momentanément ou plier le patronat, les ouvriers la détiennent de leur nombre, de leur union et du fait que leurs exploiters ne peuvent se passer d'eux pour faire tourner les usines et pour encaisser toujours plus de profits.

Qu'on pense à l'impact d'une grève totale, sans préavis ni limitation de durée dans tout le secteur du textile en Belgique ? Il crulerait, diraient les directions syndicales, sauveteuses du Capital! Mais de ce la, les travailleurs n'en ont rien à faire. Quand le secteur était en pleine prospérité, quel en a été le bénéfice pour les travailleurs : un salaire qui n'avait rien à voir avec toutes ces richesses produites et ce au prix de cadences infernales, de longues journées de travail, d'usure physique et nerveuse inacceptable.

Aujourd'hui, le secteur croûle, il n'y a plus de travail, que les travailleurs luttent pour des conditions de vie plus décentes :

- SALAIRE MINIMAL pour tous les licenciés, pour tous les chômeurs, pour tous les pré-pensionnés !
- Paiement intégral des heures chômées !
- Et pour ceux qui conservent un emploi:!
- 36 heures tout de suite, sans réduction de salaire, sans augmentation des cadences.

une telle lutte contre les licenciements aujourd'hui parait bien difficile, vu toutes les divisions créées par la bourgeoisie et entretenues par les faux partis ouvriers et organisations syndicales à leur botte.

L'ambiance de découragement et de fatalité doit être combattue patiemment dans les rangs ouvriers par tous ceux qui en ont conscience en montrant combien est négative la réaction du "Chacun pour soi". Dans les organisations syndicales on ne discute pas ou bien on le fait secteur par secteur, atelier par atelier, usine par usine, BRISONS CET EMBIGADEMENT, discutons entre nous.

N'oublions pas d'appeler à l'aide les chômeurs qui peuvent et doivent nous aider dans la lutte. En contre-partie, joignons nous à eux pour faire aboutir leurs revendications. aujourd'hui actifs, demain chômeurs, NOTRE COMBAT EST LE MEME !

Créons ainsi notre réseau de solidarité pour que demain contre l'ennemi nous puissions enfin ne former qu'un seul corps pour imposer nos exigences !

X X X
X X

LES SYNDICATS PARLENT CLAIR

Que ce soit à travers la "déclaration commune" ou le "projet global pour sortir de la crise actuelle", les directions syndicales CSC comme FGFB montrent bien ce qu'elles sont et ce qu'elles veulent.

Elles montrent bien qu'elles sont les complices et au service de l'Etat bourgeois et du patronat, qu'elles sont prêtes à défendre corps et âme ce système. Si quelques critiques sont émises sur la politique gouvernementale, c'est qu'elles entendent bien garder une certaine crédibilité parmi les travailleurs pour veiller à ce qu'ils acceptent et accomplissent sans broncher tous les sacrifices nécessaires pour l'économie nationale. A chacun son boulot : les partis décident et gouvernent pour les seuls intérêts des classes dominantes. Les directions syndicales tâchent de faire accepter ces décisions parmi la classe exploitée, tout en essayant de démontrer que si ces décisions servent leurs exploités, elles les servent en même temps : elles prêchent la conciliation de classes, l'unité nationale.

En détail, voyons comment les deux séries de mesures proposées en front commun, rejoignent tout à fait la politique gouvernementale et ne servent strictement que les intérêts bourgeois.

Les deux directions syndicales se déclarent d'abord très affectées par les déficits budgétaires, de financement global .. et surtout par celui de la balance des paiements - tous les bourgeois ne peuvent qu'en faire de même et se féliciter du sens des responsabilités du front commun. Mais là où les bourgeois peuvent

encore plus se réjouir c'est quand le front commun essaye d'expliquer que cette préoccupation intéresse les travailleurs car "cette situation conduit à une impasse financière qui aurait des effets négatifs sur l'emploi et le niveau de vie". Pourtant quand la croissance en Belgique atteignait un taux inégalé, le chômage n'existait-il pas, et le niveau de vie était-il si brillant ?

Pour la rééquilibrer, que propose le Front commun ? Des mesures pour l'exportation, et de se prononcer dans le "projet pour sortir de la crise" : "pour une modernisation et une rationalisation de notre économie (capitaliste NDR), afin de défendre notre part du marché et d'adapter notre position concurrentielle" (souligné par nous) et pour la nécessité de "canaliser la consommation intérieure vers des productions de biens et services qui à la fois renforcent les structures productives nationales et atténuent le poids des contraintes extérieures que traduit le déficit de la balance des paiements". Derrière ce langage obscur et technocratique se cache tout ce que les bourgeois proposent et ce au niveau international. Il est nécessaire de rationaliser la production (produire plus en moins de temps et le moins cher possible) la moderniser pour arriver aux mêmes buts. Mais pour rendre une marchandise la moins chère possible donc très concurrentielle sur le marché international, il faut en réduire ses coûts (ce qui veut dire réduire les salaires pour les actifs et réduire la masse salariale globale, en licenciant pour le reste,

... cela ne dépend pas de nos bourgeois belges !). Le tout effectivement assorti de la baisse de la consommation intérieure (obtenue par une hausse vertigineuse du coût de la vie et la baisse des salaires réels) pour qu'un maximum de produits soient prêts à l'exportation.

voilà ce que prônent dans les faits les dirigeants d'organisations qui essayent encore de faire croire qu'ils défendent les intérêts ouvriers. Pas étonnant que dans la plate forme pas un mot n'est dit sur l'augmentation nécessaire des salaires.

Quant à l'emploi, ces messieurs en parlent, il faut dire que la situation à terme peut devenir explosive et donc dangereuse. Alors ils proposent : "la création d'un 5^e circuit de travail". Ce qui revient à mettre au travail une partie des chômeurs mais à bon marché - les patrons pourront les remercier - et dans des conditions abrutissantes..

Le tout est assorti d'un appel à la solidarité nationale : "une priorité (sur les revendications salariales-NDR) pour les revendications concernant la réduction du temps de travail" reprenant le refrain déjà entonné par la bourgeoisie : travailleurs actifs, serrez-vous la ceinture, acceptez un salaire moindre, en compensation vous garderez votre travail !!

Une fois de plus les directions

NOTRE PRESSE EST EN VENTE :

- Boekenfonds Maruix
Ajuinlei 18 - GENT
- Universitaire Boekhandel
Starmandstraat 20 - GENT
- Borgne Agasse
18, rue de l'Athénée - BRUXELLES
- Bureau de tabac Delcourt
8, chaussée d'Ixelles - BRUXELLES
- L'autre livre
11, rue Soeurs de Hasque - LIEGE
- Librairie de Clunny
86, Bd Tirou - CHARLEROI
- Librairie Noterman
Chaussée de Mons - ATH
- De Groene Waterman
Wolstraat, 7 - ANTWERPEN
- Centre Galilée
Pl. Galilée - LOUVAIN LA NEUVE
- Standaard Boekhandel
9 Aldersstraat - HASSELT
- De Markies Van Karrabas
Demerstraat 103 - HASSELT

SUITE de la note p 7

ainsi raison de la combativité des conducteurs : le lendemain la grève "sauvage" éclate à nouveau dans le Métro, renforcée ensuite par les conducteurs de bus qui se solidarisent. La CSC refuse de la reconnaître. Sans avoir pu obtenir un accord, le vendredi la grève est suspendue.

L'extrême isolement des travailleurs (un dépôt en grève sur une dizaine environ) et les jours de grève non payés (comme résultat de la non reconnaissance par les syndicats), n'est pas sans importance dans la décision de suspendre la grève. Les travailleurs qui ont montré une grande combativité, qui ont compris la nécessité de la solidarité et de l'extension de la grève sans limite préalable de durée, avec piquets et qui ont su se doter d'un comité, n'ont cependant pas pu venir à bout de la Stib et du sabotage des directions syndicales. Cela montre que les moyens de lutte qu'ils se sont donnés, grâce à leur sûr instinct de classe, doivent être renforcés, pour vaincre les forces auxquelles ils doivent s'affronter. L'organisation qu'ils se sont donnée, a dû se faire contre les directions syndicales, les travailleurs ne doivent compter que sur leurs propres forces. Néanmoins c'est l'espoir que les bonzes reconnaissent leur mouvement, qui les a empêché de forger toutes les armes nécessaires à la lutte (comme la création d'une caisse

Suite de l'article de la page 3.

les pressions sur la bureaucratie syndicale que celle-ci s'est empressée de déposer un préavis de grève pour calmer les remous de la base.

C'est sur ce terrain de lutte classique et avec les méthodes qui lui sont propres que la classe ouvrière doit combattre la bourgeoisie et ses laquais - les réformistes et les multiples variantes de l'opportunisme (du PS à la fausse extrême-gauche, et toutes les boutiques syndicales) - en réalisant un véritable FRONT DE CLASSE PROLETARIEN .

Elle doit en concentrant ses forces autour du Parti de Classe, s'engager dans la bataille en se renforçant dans la conviction qu'il s'agit d'une guerre sociale qui ne peut finir qu'avec sa victoire révolutionnaire internationale sur le capitalisme et toutes ses forteresses étatiques.

Suite de l'article de la page 9

syndicales se sont révélées être de véritables atouts mais dans le jeu de la bourgeoisie.

Pour défendre leurs propres intérêts, les travailleurs doivent passer outre ces directions traîtres - rien ne sert de pousser sur d'autres positions, car même si elles acceptent ce ne sera que pour mieux devoyer la lutte et la remettre sur le terrain bourgeois - .

Dans les organisations syndicales et hors d'elles, ORGANISONS NOUS, en dehors du contrôle des dirigeants syndicaux, pour mener la LUTTE nécessaire pour la DEFENSE DE NOS CONDITIONS DE VIE.

de grève, par exemple). C'est aussi ce qui a freiné une meilleure préparation de la lutte, indispensable, en prenant des contacts à l'avance avec les autres dépôts pour déclencher dès le début le mouvement le plus large possible.

Malgré l'échec momentané de la lutte, elle a été un magnifique encouragement pour tous les prolétaires qui cherchent à retrouver les armes indispensables de la lutte de classe, pour vaincre le front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme.

Si ces positions vous intéressent venez en discuter aux permanences :

Le 2^e lundi de chaque mois
de 19h30 à 21h30
Café de la Régence
Pl Ferdinand Cocq, 12
1050 - BRUXELLES

Intervention du Parti.

FACE AU CRIME DE LAEKEN:

LA CLASSE OUVRIERE PEUT ET DOIT SE DEFENDRE!

Un fasciste assassine un travailleur marocain! Et la presse bourgeoise crie au racisme, crie au scandale! Mais elle oublie de se scandaliser des ratonnades, des contrôles, des fouilles systématiques, des passages à tabac et des mesures d'expulsion dont sont victimes quotidiennement les travailleurs immigrés de la part des "forces de l'ordre" légales.

La bourgeoisie belge voudrait se refaire une virginité en condamnant le racisme et les attentats "illégaux", alors qu'elle les entretient soigneusement dans les faits en faisant des immigrés les boucs émissaires de la crise, du chômage et de l'"insécurité des belges".

Elle permet aux bandes fascistes de se développer à l'ombre de l'Etat, leur délivre des ports d'armes, les autorise à s'entraîner sur ses champs militaires, et elle voudrait nous faire croire qu'elle condamne le racisme!

Le racisme est l'arme nécessaire de la bourgeoisie pour diviser les rangs prolétariens. C'est l'exploitation capitaliste et l'Etat qui la défend qui est la cause réelle des attentats racistes. C'est pourquoi, la lutte contre la division qui affaiblit les rangs des travailleurs, est une nécessité vitale pour la classe ouvrière, dans sa lutte contre l'exploitation capitaliste. Elle n'est pas une lutte idéologique, toutes classes confondues, et ne peut être menée que par la classe ouvrière elle-même sans rien attendre des discours de la bourgeoisie ou de ses laquais. C'est avec la même hypocrisie que le PS, PC et syndicats essaient de cacher sous un flot de verbiage antiraciste, humaniste et démocratique leur mépris des immigrés: on ne défend pas les immigrés en réclamant, comme ils le font, le contrôle de l'immigration! Ils sont le meilleur bras droit de la bourgeoisie pour maintenir toutes les discriminations envers les travailleurs immigrés. Ces mêmes partis et syndicats paralysent la révolte des travailleurs en les poussant à réclamer de l'Etat bourgeois l'application de nouvelles lois. Ce même Etat qui envoie ses flics pour contrôler, tabasser et terroriser quotidiennement les immigrés.

Aucune "loi antiraciste" ne pourra garantir la défense des travailleurs immigrés face aux attaques conjuguées des forces légales et "illé-gales"; seule sa propre autodéfense de classe pourra le faire.

Aucune "loi antiraciste" ne vengera l'assassinat de Ben Hamou. Contre les violences de la bourgeoisie nous ne pouvons compter que sur nos propres forces.

Opposons la violence collective des travailleurs en organisant partout où c'est possible, dans les entreprises, les quartiers, l'autodéfense contre le terrorisme légal ou illégal de la bourgeoisie et de son appareil d'Etat!

POUR LA DEFENSE DES TROIS JEUNES DE VIELSALM:
SOLIDARITE DE CLASSE CONTRE LA REPRESSION BOURGEOISE!

Qu'est-ce que la société d'aujourd'hui propose aux jeunes ouvriers et futurs ouvriers, à part une exploitation toujours plus forte et des conditions de vie toujours plus dures?

Les ouvriers, on les fait crever au boulot, avec des salaires de misère, et les licenciements à la clef! Aux élèves des Lycées Techniques, on apprend à travailler vite, bien, sans broncher, on impose déjà la discipline de l'usine ou de la caserne, en attendant de les envoyer au front pour servir de chair à canon; au plus grand profit des capitalistes!

La seule perspective pour la plupart des jeunes, est le chômage, l'impossibilité de quitter la maison parce que les allocations ne suffisent pas. La vie quotidienne?: c'est la vie à bon marché, les sacrifices permanents, c'est l'humiliation, l'ennui, car les loisirs sont trop chers, ils sont pour les fils de bourgeois (tous les jeunes ne sont pas dans le même sac).

La vie quotidienne c'est aussi la répression des flics. Celle qui s'est abattue sur Michel Strée et ses compagnons. Ils ont agi ainsi, car pour eux il n'y avait aucun autre moyen. Ils avaient autour d'eux, ou bien des ennemis déclarés ou bien des "faux amis" (les partis soi-disant de gauche), qui détournent la saine révolte des jeunes, sur des voies pacifistes et légalistes, comme celle d'obtenir "les moyens de s'exprimer". Comme si gueuler à tue-tête l'injustice, suffirait pour faire fléchir le régime capitaliste qui vous étouffe!!

Seule la lutte ouverte peut venir à bout de la bourgeoisie! Notre parti ne condamne pas les méthodes de violence utilisées par les trois jeunes de Vielsalm, car il n'existe pas de loi morale. Seule, comptent les besoins de la lutte contre la bourgeoisie, qui elle, n'hésite pas à réprimer, par tous les moyens dont elle dispose, tous ceux qui s'avisent de relever la tête!

Ce n'est pas en se plaçant sur le seul terrain de l'ordre et de la légalité bourgeoises, comme le font les humanistes et les démocrates qui prétendent défendre Michel Strée et ses compagnons, qu'on aidera à mettre en oeuvre une riposte efficace de solidarité avec les victimes de la répression. En effet une telle position n'aboutit pas à défendre les victimes mais la loi bourgeoise puisque ce sont uniquement les innocents que la loi défend. Seule un large mouvement de classe prolétarien pourra arracher la libération de Michel Strée.

Devant la pourriture et l'oppression toujours plus étouffante de la société bourgeoise, devant la trahison et la soumission quotidienne du réformisme à l'ordre établi, des actes comme celui des trois de Vielsalm sont inévitables, mais ils seront sans espoir tant qu'ils resteront inorganisés et désordonnés. Ils doivent être unifiés et centralisés, dans une perspective de la reprise générale de la lutte de classe et de la révolution communiste mondiale.

C'est à cela que notre parti travaille. C'est notre tâche que de préparer les conditions politiques et organisationnelles qui rendront cette lutte efficace.

- POUR LA LIBERATION IMMEDIATE ET SANS CONDITION DES TROIS DE VIELSALM!
- A BAS LE PACIFISME ET LE LEGALITARISME DES FAUX PARTIS OUVRIERS!
- POUR LA SOLIDARITE DE CLASSE AVEC LES VICTIMES DE LA REPRESSION BOURGEOISE!

de proletariër

INTERNATIONALE KOMMUNISTISCHE PARTIJ

SUPPLEMENT VOOR
BELGIE EN NEDERLAND N° 12
BIJ DE "PROLETAIRE"

20fb/1,35 fl

12 / 80

Inhoud :

In het nederlands :

**De sabotage van de vakbonden
België : Weg met de nationale
ekonomie !**

In het frans :

Weg met de nationale ekonomie !

**Demokratisch antifascisme of
Arbeiders-zelfverdediging
Politieke notities :**

Polen - Het "anti-racisme" van de PCB
en de PTB

Vakbonds notities :

Staking van de metrobestuurders -

De Textiel : verzet tegen de ontslagen -

De vakbonden ontmaskeren zich

Tussenkoms van de Partij

WAARIN ONZE PARTIJ ZICH ONDERSCHIEDT: Het oplossen van de lijn die loopt van Marx naar Lenin, tot de oprichting van de Kommunistische Internationale en van de Kommunistische Partij van Italië (in Livorno, 1921); de strijd van de Kommunistische Linkerzijde tegen de degeneratie van de Internationale, tegen de theorie van het "socialisme in een enkel land" en tegen de stalinistische kontrarevolucie; het afwijzen van de Volksfronten en van de blicken in het Verzet; de moeilijke taak van het herstel van de revolutionaire doctrine en organisatie in verbinding met de arbeidersklasse, tegen de persoonlijke en elektoralistische politiek.

De sabotage van de vakbonden

Een jaar geleden 'ontdekte' de regering dat de economische wereldcrisis ook Nederland had getroffen. Meteen heeft zij daarop, als uitvoerder van de belangen van de nationale bourgeoisie, haar verantwoordelijkheid ingezien en de maatregelen genomen die geschikt leken om de nationale economie te 'redden'. Zo heerst er vanaf januari 1980 de loonmaatregel. Deze maatregelen hebben natuurlijk als gevolg dat zij de levens- en werkomsstandigheden van de werkende klasse verergeren.

Wat hebben de vakbonden -in principe de verenigingen van de arbeidersklasse om zich te verdedigen tegen de desastreuze effecten van het kapitalisme- gedaan om de belangen der arbeiders te verdedigen?

De twee centrales, FNV en CNV, zijn vooral ontstemd geraakt dat de regering meende het zonder hen te kunnen stellen (zie de ontelbare instellingen waarin de vakbonden hun partijtje mee mogen blazen met werkgevers en regering). Sinds die loonmaatregel hebben de beide centrales onophoudelijk verklaard dat de regering hun wil om met de regering samen te werken in het belang van de (nationale) economie niet honoreerde.

De vakbonden werden dus helemaal buiten spel gezet, en de enige reden van de door hen in het voorjaar 1980 georganiseerde acties was: de tweede kamer de regering te laten 'terugfluiten'. Daarvoor werden de 'estafette-stakingen' georganiseerd, die moesten uitmonden in die 'record'demonstratie van 20 maart. Toen hun opzet mislukte, hebben de vakbondsledingen niets meer georganiseerd, onder het motto dat men zich nu moest richten op acties in de bedrijven. Men kon niets anders verwachten van organen wier functie met name sinds '45 is geweest 'het land opnieuw op te bouwen', dwz: de nationale economie opnieuw op de been te helpen!

De twee 'arbeiders'partijen, de PvdA en de CPN stonden achter deze vakbonds'taktiek'. Alleen de groeperingen ter linkerzijde daarvan hebben zich over dit vakbondsoptreden ver aasd. Zo is het algemene commentaar van de trotskisten van de IKB en de maoïsten van de KAO en de GML dat de vakbondsleding weliswaar een goede aanzet had gegeven met die massale demonstratie, maar dat zij helaas verzuimd had een plan te hebben om van de getoonde strijdbaarheid te profiteren.

Het verschil tussen CPN en PvdA zit hem voornamelijk hierbij hierin, dat de eerste gekozen heeft voor de bedrijven die vooral produceren voor de binnenlandse markt, voor de kleine en middelgrote ondernemingen, en aldus als eis naar voren brengt: handhaving van de koopkracht tot en met modaal (dus in overeenstemming met de 'dissidente' vakbonden), terwijl de PvdA, in overeenstemming met de top van de FNV kiest voor een 'grondige' sarnering van de industrie.

Zo gebeurde er betrekkelijk weinig, de sabotage van de vakcentrales werd al steeds duidelijker, en in september kwam de regering met haar nieuwe serie bezuinigingen, en heeft ondanks verbaal 'verzet' van de kant van de FNV en CNV, die zich wederom aan de kant geschoven zagen, haar "gedeeltelijke" loonmaatregel genomen. De dreiging met een 'volledige' is niet eens nodig geweest, nu Schelling en Albeda in een onderhoud elkaar hebben kunnen vinden!

Dat verbale verweer van Kok bestaat er louter in nog verder de oorspronkelijke eisen van vorig jaar te laten vallen. Zo heeft hij zich nu zelfs al bereid verklaard te onderhandelen over de prijkscompensatie in verband met de ruilvoet! (en Kok aan vd Meulen verwijten dat deze een eis had laten vallen!).

Wat zijn de rechtvaardigingen van de FNV en CNV voor hun handelwijze? Deze is duidelijk: zij gaan uit van het belang van de nationale economie: als het met het bedrijfsleven goed gaat, profiteren ook de werkers daarvan.

En, als het slecht gaat met de economie, dan moeten ook alle klassen dat gezamenlijk meehelpen dragen. De vakbondsleidingen zijn het eens met de bourgeoisie dat de economie 'gered' moet worden. Tegenover het reddingsplan van de regering plaatsen zij hun plannen, die alleen onderling verschillen in de manier waarop de bezuinigingen over de gehele bevolking 'verdeeld' moeten worden. Zoals al gezegd, vormen de plannen van de FNV-top een geheel met die van de PvdA, terwijl een 'dissidente' Voedingsbond een visie heeft die overeenkomt met die van de CPN.

Het doel van al deze plannen is dus hetzelfde: het in stand houden van de economie, en dus van de bourgeoisie en dus van het kapitalisme, en dus van het slavensysteem dat de loonarbeid vormt! Het kapitalisme kan niet anders leven dan op kosten van de arbeidende klasse, en dit des te bruter in tijden van economische crisis.

Wij stellen ons resoluut op tegen de belangen van die nationale economie, en dus ook tegen al die diverse plannen om deze te 'redden'. Het kapitalisme kan slechts de arbeidersklasse exploiteren, leven van haar zweet en bloed. Wij zijn tegen de plannen om de desastreuze effecten van het kapitalisme in crisis 'beter' te verdelen onder de arbeiders. Want deze plannen gaan ook noodzakelijkerwijs ten koste van de arbeiders zelf: herstructureringen en ontslagen gaan hand in hand met een versterkte uitbuiting van de overgebleven werkers! Om de economie concurrerende te maken, moet de produktiviteit omhoog gejaagd worden, wat wil zeggen: meer produceren met minder arbeidskrachten! Het kapitalisme 'verdeelt' op deze wijze haar ijzeren konsekwenties: werkloosheid voor de een, verscherpte uitbuiting voor de ander.

Wij moeten ons daarom organiseren buiten de controle van de vakbonden, want hun belangen gaan tegen de onze in. Wij moeten ons organiseren, georganiseerden en ongeorganiseerden, tegen de politiek van de vakbondsledingen, tegen hun volledige kapitulatie (en dat sinds lange tijd al!) voor de eisen van de bourgeoisie. Daar waar wij het kunnen, moeten wij de ontslagen verhinderen, en, als dat niet mogelijk is omdat de krachten ons nog ontbreken, moeten wij het volledige loon eisen voor de werklozen.

Wij moeten, buiten de vakbonden om, onderling duurzame contacten met elkaar leggen om ons voor te bereiden op de toekomstige strijd. Alleen in een vastbesloten strijd tegen de vakbondsledingen en tegen de hen ondersteunende partijen, dat echte eenheidsfront van de bourgeoisie en haar knechten, kunnen wij hopen onze eisen kracht bij te zetten, en kunnen wij verwachten in de toekomst een beter resultaat te behalen.

België: Weg met de nationale economie!

Blokkering van de lonen, drakonische vermindering van de werkloosheidsuitkeringen (in het bijzonder voor de jongeren en voor de vrouwen) stijging van de premies voor de sociale zekerheid, ziehier de kern van het ombuigingsplan van de regering. Maar dit plan vormt één geheel met de herstruktureringen van hele industrietakken: de textiel, de metaalindustrie... De arbeidersklasse wordt dus op alle fronten aangevallen.

Na Frankrijk, Groot-Brittannië, de Bondsrepubliek Duitsland en Denemarken, vormen de sociale en financiële maatregelen van de regering Martens "de laatste schakel van het Europa van de bezuinigingen", schreef Le Soir (LS) van 10/12/1980. Op deze manier wordt voldoening gegeven aan de werkgeversorganisaties, die, bij monde van de heer Pulinckx van de FEB (Fédération des entreprises de Belgique), half oktober jl. verklaarden: "Om de moeilijkheden te bestrijden waardoor zij bedreigd worden, vragen onze ondernemingen geen privileges. Zij vragen eenvoudig omstandigheden die vergelijkbaar zijn met die van hun buitenlandse concurrenten." (LS, 16/10/1980).

Hoe? Dezelfde heer Pulinckx: "...de loonkosten in België zijn de hoogste ter wereld. De werkweek is er korter dan bij onze concurrenten. De samenvatting van onze index en het systeem waardoor de uitkeringen eraan vastgekoppeld worden, brengen voor onze ondernemingen zwaardere lasten met zich mee dan elders, vooral in een periode van sterke inflatie. Onze sociale zekerheid verzorgt uitkeringen en vervangingsinkomsten onder omstandigheden die men niet in andere landen vindt, terwijl dat systeem gekonfronteerd wordt met een aanzienlijk deficit..." (LS 16/10/1980).

Kortom: tegen de crisis en de verscherpte concurrentie bestaat er voor de bourgeoisieën van alle landen maar één medicijn: nog meer de levens- en werkomstandigheden van de arbeidersklasse aanvallen, de lonen bevriezen, de produktiviteit vergroten en dus ook de werkloosheid; op drakonische manier de 'sociale garanties' terugdraaien, waarmee men in de voorafgaande periodes de 'rust' van de arbeiders had gekocht. Zo rekent het "economische en sociale ombuigingsplan" van de Belgische bourgeoisie af met de droom van een eeuwig "gouden paradijs", zo dierbaar aan de bonzen van de vakbond en aan de 'linkse' partijen, door een aanval zonder precedent te lanceren, in alle opzichten de produktieve machine afromend, met grote zwaardslagen in de fameuze 'historische verworvenheden' hakkend, die de valse 'arbeiders'leiders voorstelden als de garantie voor de harmonieuze ontwikkeling van het kapitalisme en als de hefboomen voor de pijnloze omvorming daarvan tot het socialisme.

Dit fameuze "ombuigingsplan" wil, los van zijn schijnheilige rechtvaardigingen, "de rentabiliteit van de ondernemingen" herstellen, dat wil zeggen: de winst! Daarvoor bestaan er niet talloze manieren: het is nodig de produktiekosten te verlagen, dus: een aanval te doen op de lonen en op de werkgelegenheid. Zoals Marx 140 jaar geleden al zei: lonen en winst staan in omgekeerde verhouding tot elkaar: "Het deel van het Kapitaal -de winst- stijgt in de mate waarin het arbeidsdeel -het loon- daalt, en

andersom. De winst stijgt naarmate het loon daalt, zij daalt naarmate het loon stijgt." (Kapitaal en Loonarbeid). Iedereen weet dat tegenwoordig, zelfs de bourgeoisie! Martens verduidelijkt de middelen om dit plan in praktijk te brengen: "...men zal moeten vermijden de rentabiliteit van de ondernemingen te herstellen ten koste van de openbare uitgaven. Met andere woorden, de regering zal het uiterste doen wat haar budget haar toelaat, maar in het begin is het het zuinige beheer, dat zal bijdragen aan het herstel, door de inkomsten te matigen." (LS 19/11/1980).

Inderdaad, iedereen weet het, behalve misschien de vakbondsleidingen, die zich verzetten -tenminste, in woorden- tegen de verlaging van de lonen, omdat "...de resultaten van deze matiging helemaal niet geschikt lijken, om de problemen van het behoud van de werkgelegenheid en van het herstel van de economie te bewerkstelligen." (verklaring van het kongres van de FGTEB). "Maar integendeel, zo zeggen de twee vakbonden, men moet zich bezig houden met een zorgvuldig georiënteerd herstel: versterking van de solidariteit, prioriteit voor de werkgelegenheid door middel van steun aan de economische groei, de omvorming van de produktieve structuren, democratisering van de economie, handhaving van de koopkracht, oprichten van een industrieel investeringsfonds." (LS 1/11/1980).

De vakbondsleiders doen alsof zij geloven dat herstel van de economie de redding van de werkgelegenheid betekent. Zij gaan akkoord met een tijdelijke matiging, als deze een "zorgvuldig georiënteerd herstel" mogelijk zou maken. Maar, het probleem is nu juist, dat dit niet mogelijk is, zonder tegelijkertijd de lonen te verlagen en de werkgelegenheid te verminderen!

Het veilig stellen van de winst is niet mogelijk, dan op kosten van de arbeidersklasse. De Belgische bourgeoisie heeft trouwens niet de crisis afgewacht, om de produktiviteit te verhogen en de lonen en de werkgelegenheid aan te vallen. Zo toont de ontwikkeling van de lonen en van de koopkracht tussen 1970 en 1979 aan, dat de gemiddelde loonsverhogingen met 200% zijn gestegen, maar dat de koopkracht van deze verhogingen slechts 50% vooruit is gegaan. (Volgens de Kredietbank is het stijgingspercentage van de lonen in België vanaf 1979 5% minder geweest, dan wat men bij haar voornaamste handelspartners constateert). Dit terwijl over dezelfde periode de produktiviteit per uur bijna verdubbeld is: +87%. Tegelijkertijd, in 1979, is er een produktie gerealiseerd, die 25% hoger was dan die van 1970, en dat in 33% minder werkuren! (IRES Bulletin, 1980-66).

Zoals men ziet, stellen de vakbonden zich dus op hetzelfde standpunt als de regering en de bazen: men moet de nationale economie redden. Welnu, waarom hebben zij dan geweigerd het plan Martens te bekrachtigen in de CNT? Debunne heeft na de onderhandelingen verklaard: "(de FGTEB) heeft geweigerd een blanco cheque uit te schrijven aan de werkgevers en de regering. Omdat, door een interprofessioneel akkoord te ondertekenen, dat de lonen blokkeert en elke nieuwe vermindering van de werktijd verbiedt, zouden de vakbonden zichzelf voor de tijd van twee jaar de mulkorf omdoen. Omdat zij dan zouden afzien van de grondslag zelf van hun ge-

loofwaardigheid: te onderhandelen over de loonvoordelen, over de maatregelen ten gunste van de werkgelegenheid en dus ook over de vermindering van de werktijd." (LS 4/12/1980). Vakbondskontrolé verplicht!

De vakbondsorganisaties doen alsof zij noch de offers noch de matiging aksepteren. Alle beweren dat zij het cynische plan van de regering weigeren, dat aan de ene kant de winst moet herstellen door het arbeidsloon te verminderen, en aan de andere kant de beschikbare winst voor de kapitalistische klasse moet vermeerderen door het failliet van de kleine burgerij te versnellen en door op de middenklassen en op de arbeidersaristokratie zo'n economische druk uit te oefenen, dat hun voordelen die hen plaatsen boven het proletariaat verminderd worden. De vakbonden spreken luid, maar welke politiek stellen zij voor?

In alle landen beweren de vakbonden (op details na) dat: "de nationale ekonomie gered moet worden" van de katatrofe die haar bedreigt, door de investeringen andersgericht te oriënteren, door middel van een Staatskontrolé op de belastingfraude, en door middel van hogere belastingen van... de grote fortuinen, en door nationalisaties. Dit alles zou het mogelijk maken het land te onttrekken aan de "afhankelijkheid van het buitenland". De investeringen zouden dan moeten steunen op de binnenlandse markt, gestimuleerd door een "herstel van de binnenlandse konsumptie".

Alsof nationalisatie iets anders zou kunnen veranderen dan de vorm van de winst en van de kapitalistische akumulatie! Alsof de Staat de belastingfraude zou kunnen kontroleren zonder de oorzaken van de wedren door de ondernemingen naar de winst aan te pakken! Alsof de verantwoordelijkheid van de ellende van het proletariaat niet in alle landen bij hetzelfde kapitalisme lag, maar daarentegen bij de afhankelijkheid van 'zijn eigen' land van het 'buitenland'! En alsof tenslotte het opportunisme, dat vandaag zo hard roept, er al niet toe gebracht was, zelf het opofferen van de "volkskonsumptie" te vragen, en alsof het dat niet noodzakelijkerwijs morgen opnieuw zou moeten doen!

Wat is dan het verschil tussen de 'new deal' van de regering en de "vernieuwing van het land" van het vakbondsoportunisme, aangezien beide zich laten inspireren door dezelfde heilige principes van het belang van de nationale ekonomie en van een Staat die boven de klassen staat? Wat is er anders voor verschil dan dat de vakbonden aan de fraseologie van de verzoening der klassebelangen van de regering mooie volzinnen toevoegt over het socialisme, een steeds bleker socialisme?

Maar dit verschil vervult een wezenlijke functie, want het laat de arbeidersklasse geloven, dat een andere regering in haar toekomstige daden het lot van de arbeidende klasse wel kan verbeteren, een toekomstige regering die, in naam van illusoire voordeeltjes, aan de arbeidersklasse dezelfde offers zal vragen. Daarom zeggen Debunne en Houhuys niet: "Wij weigeren de matiging", maar: "Matiging onder de huidige omstandigheden is onaanvaardbaar".

Maar aanvaardt men niet al de matiging als men nu reeds aan de arbeidersklasse de strijdmiddelen weigert om zich efficiënt teweer te stellen, omdat men niet de nationale ekonomie

wil dwarsbomen, waarbij men de kapitalisten ervan beschuldigt die juist te saboteren, om aan de proletariërs gemakkelijker te doen geloven dat hun lot afhangt van de verdediging van die nationale ekonomie? Betekent het niet nu al de matiging aksepteren, als men voor de proletariërs de openlijke strijd tegen de bourgeoisie verwerpt om niet "de reaktie te provoceren" - wat erop neer komt elk middel, dat de sociale vrede verstoort en dat het principe van het geweldsmonopolie in handen van de Staat der uitbuiters niet respecteert, te verwerpen? En zelfs als men zijn handtekening aan de regering onthoudt, geeft men dan toch niet een "impliciete instemming" met de bourgeoisie?

Zo zullen de ekonomische maatregelen door de regering worden "opgelegd", tenzij de arbeidersklasse zelf reageert. En het politieke objektief dat de bourgeoisie zich had gesteld, namelijk de vakbonden te "verplichten" zich duidelijk uit te spreken voor de offers om de nationale ekonomie te redden, dat is volledig bereikt, aangezien de vakbondsleidingen zich op dit terrein hebben geplaatst.

De arbeidersklasse moet zich hardnekkig verdedigen tegen het offensief van de bourgeoisie, tegen het bevriezen van de lonen, tegen de werkloosheid. Zij moet de slagen van de bourgeoisie afweren en tegen de ontslagen vechten; niet door de onderneming te verdedigen, maar door het barbaarse koppel van de versterkte uitbuiting voor de een en de werkloosheid voor de ander te bevechten. Kortom, door tegen de uitbuiting te strijden, die een kollektieve en een klasse-uitbuiting is. Zij moet vechten tegen de katastrofe van de werkloosheid; niet door het verdedigen van investeringsplannen, of de regio of de werkgever, en het illusoire "werk voor iedereen", of erger nog: het werk voor de een ten koste van het werk van de ander, ten nadele van de kategorieën die het meest te lijden hebben. Maar, door te vechten voor de toekenning van het volledige salaris aan de werklozen, dat wil zeggen, door het kollektieve loon van de arbeidersklasse te verdedigen.

Maar de arbeidersklasse kan zich niet werkelijk verdedigen als zij niet leert van de bourgeoisie zelf. Naar het voorbeeld van de klassevijand, die zich lanceert in het strijdpark, alle wapens overboord gooiend en slechts het wapen der Staat bewarend, het wapen van haar kracht en van haar georganiseerd geweld, moet de arbeidersklasse in haar verweer tegen het offensief van de bourgeoisie ook de capaciteit vinden haar krachten en haar gemeenschappelijke belangen te verdedigen: zij moet opnieuw haar klassekracht leren kennen, en opnieuw het gebruik van haar specifieke klassewapens aanleren.

Overigens hebben strijdbare kernen van arbeiders niet op het zogenaamde "verweer" van de vakbonden gewacht, om zich resoluut in de strijd te begeven. Tegenover de "sensibilisatiebijeenkomsten", een voorstel van de CSC, of tegenover de "aktieweek" van de FGTB, hebben zij zich reeds op het terrein van de openlijke strijd geplaatst, zoals de bus- en metrobestuurders te Brussel, of de tram- en autobusbestuurders te Charleroi, die in staking zijn gegaan, tegen de openlijke boycot van de kant van de vakbondscentrales, en voor de verdediging van hun eigen werkomstandigheden.